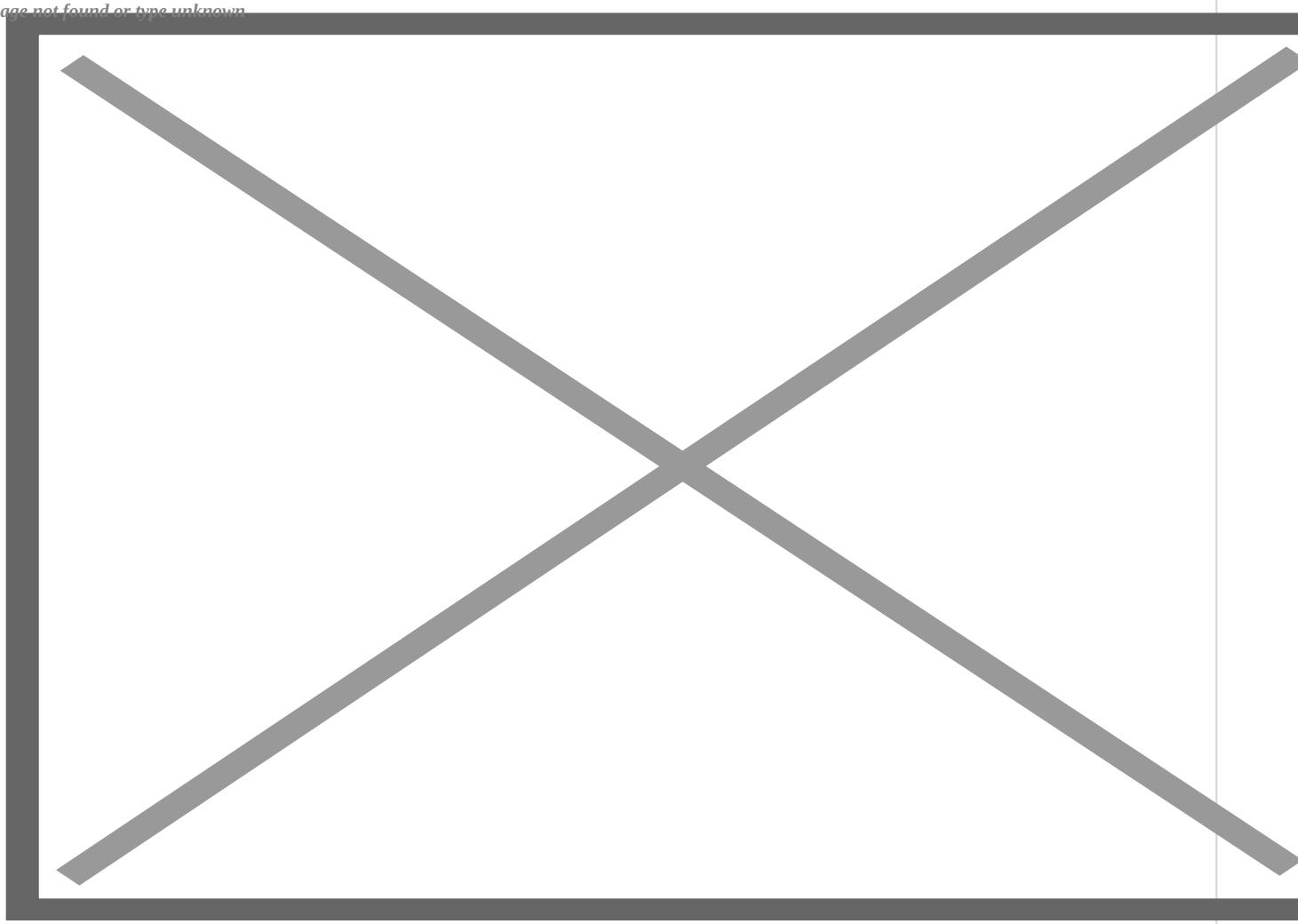
Les États-Unis empêchent Cuba de se connecter aux réseaux de télécommunications

Image not found or type unknown



La Havane, 15 août (ACN) Dans le cadre de sa politique hostile, le gouvernement des États-Unis (US) a empêché Cuba de se connecter aux réseaux internationaux de télécommunications par le biais de câbles de fibre optique, qui passent à proximité de l'île, limitant ainsi l'accès à Internet, l'utilisation de

l'information, l'échange et la création de connaissances.

Cela viole le droit des Cubains à utiliser ce service et la nécessité d'étendre et de diversifier la connectivité internationale du pays, une mesure stratégique, a déclaré Wilfredo González Vidal, premier vice-ministre des communications, à l'Agence de presse cubaine.

Le blocus économique, commercial et financier reste le principal obstacle à une meilleure circulation de l'information et à un large accès à Internet et aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour notre peuple, a-t-il insisté.

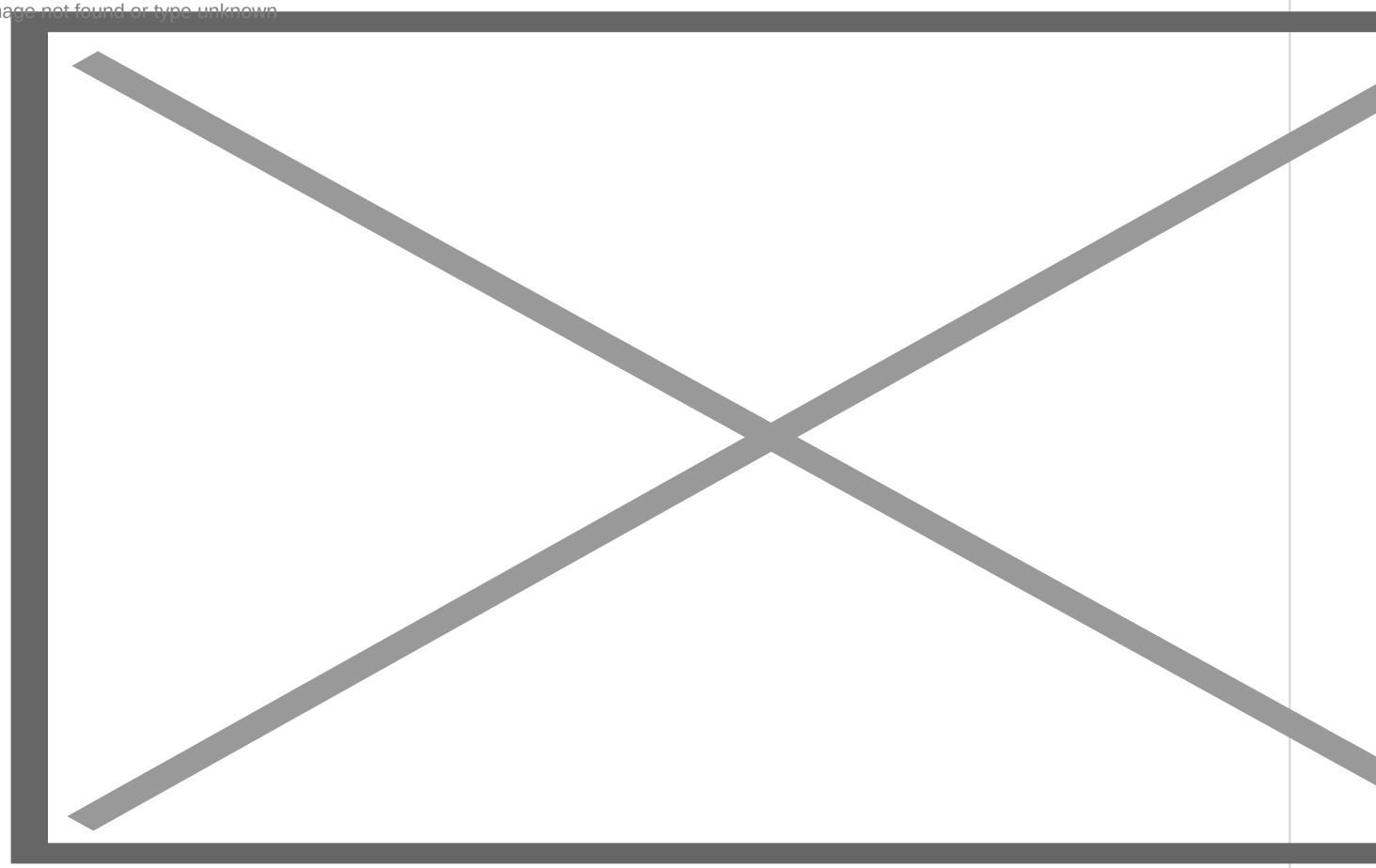
Il a également dénoncé le double langage utilisé par le gouvernement américain pour développer des actions à cette fin, tout en utilisant le cyberespace à des fins subversives, contre la souveraineté et l'ordre légal et constitutionnel, ainsi que les normes internationales, dans une tentative de renverser le système politique de l'île.

Il a rappelé qu'en novembre 2022, le ministère américain de la justice avait recommandé à la Commission fédérale des communications (FCC) de refuser l'autorisation d'installer le premier câble sous-marin de télécommunications entre les deux pays.

Sous le prétexte fallacieux et absurde que La Havane représente une menace de contre-espionnage pour les États-Unis, le système de câble sous-marin ARCOS-1 USA Inc. a alors été empêché d'inclure Cuba dans ce réseau, qui relie 24 points d'atterrissage dans 15 pays du continent.

Des spécialistes travaillent rapidement à la mise en service du nouveau câble international à fibre optique Arimao, qui augmentera et diversifiera la connectivité internationale de Cuba.

Image not found or type unknown



L'interdiction a augmenté le risque pour le câble ALBA, que le Venezuela a déployé en 2011 dans l'extrême est de l'île, étant donné qu'il s'agit d'une zone sismique d'activité considérable et donc sujette à des situations exceptionnelles, a expliqué le premier vice-ministre des communications.

Bien que la réponse de la plus grande des Antilles n'ait pas tardé à venir, puisqu'elle permettra d'étendre la connectivité, le fait que depuis janvier de cette année le pays soit connecté à un second câble, connu sous le nom d'Arimao, qui est relié à la Martinique via une station d'atterrissage à Cienfuegos, représente encore un coût de plusieurs millions.

Le fonctionnaire a expliqué que son extension, d'environ 2 500 kilomètres, dépasse celle de Cuba, et plus encore la distance des points de connexion ou nœuds du système ARCOS-1 USA Inc. qui entoure l'île et que le gouvernement des États-Unis a suggéré à la FCC de ne pas inclure dans ce projet, car il constituerait un danger pour la sécurité nationale.

Comme les interconnexions avec les opérateurs ne peuvent se faire directement aux États-Unis, où se trouvent les principaux nœuds d'interconnexion, Empresa de Telecomunicaciones de Cuba S.A. (Etecsa) est obligée d'étendre le réseau international avec des points au Royaume-Uni, en Jamaïque et au Venezuela, ce qui implique des dépenses de 14 263,60 millions de dollars US.

Selon l'interviewé, la réglementation adoptée par la Maison Blanche pour les télécommunications/TIC ne prévoit pas de crédit financier, ni de protection contre l'éventuelle saisie d'actifs cubains, tant financiers

que d'équipement, et l'interruption du service.

Il a assuré que ce n'était pas la première fois que cela se produisait dans l'histoire des communications entre les deux pays, raison pour laquelle le blocus américain et les mesures hostiles qui l'accompagnent entravent l'établissement de relations commerciales entre les entreprises des deux nations.

Le premier secrétaire du comité central du parti et président de la République, Miguel Díaz-Canel, a déclaré à plusieurs reprises que Cuba souhaitait vivre en paix et entretenir des relations avec les États-Unis, comme avec le reste de la communauté internationale, sur la base de l'égalité et du respect mutuel, sans ingérence d'aucune sorte, a conclu le premier vice-ministre des communications. (Source ACN)

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/331476-les-etats-unis-empechent-cuba-de-se-connecter-aux-reseaux-de-telecommunications

Radio Habana Cuba